

# Commission de Suivi de Site (CSS)

## Son rôle

Les commissions de suivi de site succèdent aux comités locaux d'information et de concertation (CLIC) ainsi qu'aux commissions locales d'information et de suivi (CLIS) respectivement relatives aux installations SEVESO seuil haut et aux installations de traitement de déchets. Instance consultative et délibérative, les CSS constituent un cadre d'échange et d'information notamment sur la gestion des risques liés aux installations et l'évolution de la réglementation.

Les CSS sont créées par arrêté préfectoral dans les cas suivants:



Pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises au régime de l'autorisation et classées "Seveso"



Pour les centres collectifs de stockage recevant des déchets non inertes



Pour toute installation d'élimination des déchets sur demande d'une commune située dans son rayon d'affichage

Par ailleurs, hors de ces cas où leur création est obligatoire, les préfet et préfètes peuvent instituer des CSS, en tant que de besoin, autour des ICPE soumises au régime de l'autorisation, soit de leur propre initiative ou à la demande d'un tiers (association pour la protection de l'environnement, riverains, élus).

## Définitions

### IPCE

On appelle installation classée pour la protection de l'environnement, toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des populations.

### Installation Seveso

Les sites classés Seveso sont des installations industrielles dangereuses. Ils sont répertoriés par l'Etat selon le degré de risques qu'ils peuvent entraîner, et ils font l'objet d'une stricte surveillance de la part de l'exploitant et des autorités publiques. Ils doivent en plus établir un plan d'urgence interne et externe (PPRT). Ces sites sont survenus après la catastrophe de Seveso, et de sa mauvaise gestion.

## Ses missions



Créer entre les membres des différents collèges un cadre d'échanges et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant de l'ICPE notamment pour prévenir les risques d'atteinte à l'environnement et à la santé des riverains



Suivre l'activité des installations pour lesquelles elles ont été créées



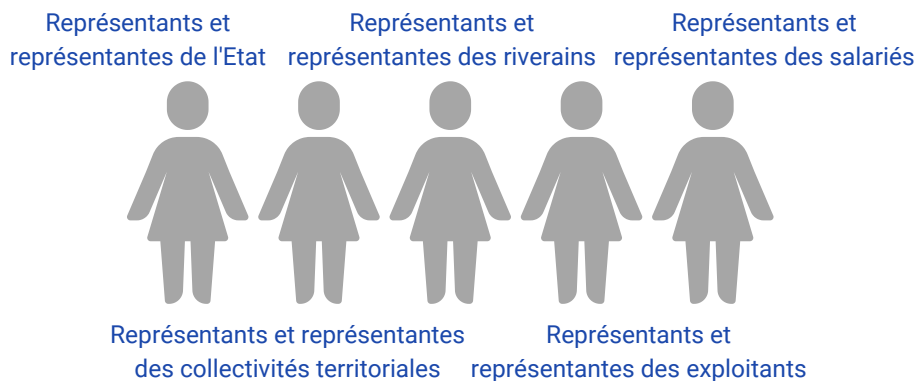
Promouvoir l'information à destination du public



Rendre des avis formels : notamment le Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

## Sa composition

La CSS est composée de cinq collèges, avec au minimum un membre par collège :



## Fonctionnement

Le décret du 7 février 2012 instituant leur création se limite à énoncer les principes de fonctionnement en renvoyant à l'arrêté préfectoral de création ou au règlement intérieur, et permet aux règles de fonctionnement de s'adapter aux circonstances locales.

Le décret prévoit certaines dispositions telles que :



Les CSS doivent se réunir au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau



L'ordre du jour est fixé par le bureau



Les comptes-rendus des commissions sont à considérer comme des documents administratifs communicables au public.



Les comptes rendus, une fois validés par les membres de la commission, sont mis en ligne sur le site internet de la préfecture.  
es lignes dans le corps du texte

## Témoignage d'une bénévole

"Je me suis investie dans une commission de suivi de site d'un centre d'enfouissement technique pour apprendre, échanger avec les autres acteurs, faire connaître nos interrogations et messages.

Ce qui me plaît dans cette représentation, c'est que nous sommes des interlocuteurs reconnus, nous avons accès à une information de bonne qualité et pouvons avoir des réponses aux interrogations de nos adhérents et du public en général.

Néanmoins, une plus grande régularité dans les réunions serait nécessaire. En théorie, nous nous rejoignons une fois par an, mais dans la pratique l'échelle de temps est plus large, à savoir tous les un an et demi ou 2 ans. L'obtention des documents en amont est également à travailler. Echanger avec d'autres bénévoles me semble primordial et manque souvent dans ce genre de commissions.

Je pense qu'il est important pour les APNE de participer à ces CSS car le bilan fait par l'exploitant, puis par la DREAL donne une bonne appréciation de la façon de travailler de l'exploitant, et permet d'anticiper l'avenir du site.

Pour y être le plus efficace, je pense qu'il faut bien se préparer, connaître le site, s'appuyer sur le savoir et l'expérience des riverains, et des autres associations confrontée aux mêmes styles de sites pour poser les bonnes questions. Il ne faut pas se noyer dans la technique mais garder à l'esprit le cap fixé, à savoir l'évitement et la réduction des impacts humains sur les milieux. J'essaie aussi, à chaque fois que cela est possible, d'emmener un autre bénévole avec moi pour pouvoir préparer et échanger en duo."



## Textes de référence



- Le décret N°2012-189 du 7 février 2012 sur la création des commissions de suivi de site (CSS) qui se substituent aux anciennes commissions locales d'information et de surveillance (CLIS) issues de la loi de 1975 sur les déchets et aux comités locaux d'information et de concertation (CLIC) issus de la loi de 2003 sur les risques technologiques
- La circulaire du 15 novembre 2012 sur les conditions de fonctionnement des CSS
- Les arrêtés préfectoraux de votre territoire concernant la création et la composition de la CSS
- Le code de l'environnement et notamment son article L 125-2-1.